

Conférence de presse du 29 octobre 2009

Seul l'exposé prononcé fait foi

NON à l'initiative du GSsA – NON à la destruction d'emplois dans les PME

Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers usam

Mesdames et Messieurs,

Organisation faïtière des PME et plus grande organisation économique du pays, l'Union suisse des arts et métiers usam s'oppose catégoriquement à l'initiative du GSsA – nuisible pour l'économie nationale.

L'initiative, qui veut interdire les exportations, ne détruit pas seulement des milliers d'emplois, mais entraîne également la perte d'un précieux savoir-faire provenant des techniques de défense, utile à l'ensemble de l'économie. Au total, plus de 550 entreprises – dont une majorité de PME – sont concernées dans toute la Suisse. Certaines régions sont plus touchées que d'autres, avant tout les régions de montagne et les régions périphériques.

Emplois et places d'apprentissage menacés

L'exemple des ateliers Pilatus montre de manière concrète que le chômage risque d'augmenter de 33% dans le canton de Nidwald, ce constructeur d'avions étant directement frappé par l'initiative. A Stans, Pilatus occupe quelque 500 collaborateurs pour le développement, la fabrication, le support et l'entretien d'avions et de systèmes d'entraînement. Si l'initiative était acceptée, ces emplois devraient être en grande partie (environ 40% du personnel) supprimés sans délai, puisque immédiatement après l'adoption de l'initiative ni avions, ni pièces de rechange ni quelque autre service que ce soit, y compris le transfert de propriété intellectuelle, ne pourraient plus être exportés.

Simultanément, des centaines de millions de francs investis dans le développement du PC-21 ainsi que dans des développements pour d'autres avions d'entraînement l'auraient été pour rien. De même, le stock de pièces de rechange équivalent à près de 100 millions de francs n'aurait plus aucune valeur. A cela vient encore s'ajouter le fait que les coûts de fabrication pour le programme du PC-12 augmenteraient considérablement (effets d'échelle négatifs).

Actuellement, les ateliers Pilatus forment 100 apprentis. Il va de soi qu'en cas de réduction d'emplois aussi importante, les places d'apprentissage devraient elles aussi faire l'objet de suppressions. En plus des dommages quantifiables, il faudrait s'attendre à des créances en dommages-intérêts actuellement non encore chiffrables pour inexécution de contrats de fourniture et de maintenance à long terme. A ne pas sous-estimer non plus le dommage causé à l'image de Pilatus et à l'économie suisse toute entière. En cas d'adoption de l'initiative, Pilatus devrait supporter un dommage de plusieurs centaines de millions de francs au total. Les 500 millions que l'initiative prévoit de faire verser à la Confédération suffiraient donc à peine pour les seuls ateliers Pilatus. Et l'entreprise ne serait encore aucunement reconvertie.

L'ensemble des PME concerné

La situation est tout aussi dramatique dans le canton de Thurgovie en ce qui concerne l'entreprise Mowag GmbH. En l'occurrence, le chômage devrait augmenter de 25% et 850 emplois et 65 places d'apprentissage et de stage disparaîtraient d'un coup, de même que des prestations de sous-traitance

(services également) données à quelque 130 PME suisses domiciliées dans notre pays pour un montant de l'ordre de 100 millions de francs.

L'adoption de l'initiative aurait également des répercussions négatives sur d'autres PME locales qui n'ont rien à voir avec des biens d'équipement militaires et offrent d'autres produits ou services, qui à l'avenir seraient moins demandés. Cela devrait aussi entraîner la perte d'un nombre considérable de places d'apprentissage et causer des dommages supplémentaires à la place économique suisse.

L'initiative ne touche pas uniquement des entreprises d'armement connues, mais également de nombreuses PME. La technologie civile profite largement de la haute technologie militaire. Des produits aujourd'hui courants tels que le radar, la radio ou le GPS ont à l'origine été développés à des fins militaires. Ce transfert de savoir-faire serait définitivement perdu pour les PME suisses si l'initiative du GSsA était acceptée.

De nombreuses entreprises actives en Suisse travaillent comme fournisseurs des entreprises d'armement et seraient elles aussi touchées ; ces entreprises fabriquent notamment des éléments dans le domaine informatique ou TED ou des composants de pièces mécaniques ou électroniques nécessaires, par exemple, à la construction de véhicules.

Conséquences fatales pour les PME

L'initiative du GSsA doit être rejetée pour des raisons économiques et de politique de sécurité, d'autant plus que les bases légales et les contrôles à l'exportation existants permettent d'empêcher les exportations indésirables. L'organisation faïtière des PME attire en particulier l'attention sur le fait que :

- l'initiative du GSsA menace de faire perdre de très nombreux emplois hautement qualifiés et de nombreuses places d'apprentissage dans les régions périphériques et les régions de montagne, alors même que nous connaissons déjà une situation économique difficile ;
- l'acceptation de l'initiative du GSsA entraînerait la perte de précieuses compétences technologiques, transposables à d'innombrables produits civils – ce transfert de savoir-faire serait également perdu pour les PME, qui verraient ainsi leur compétitivité diminuer ;
- l'initiative du GSsA touche directement ou indirectement de nombreuses entreprises artisanales et PME locales en leur qualité de fournisseurs, qui subiraient un recul inacceptable de leur chiffre d'affaires.

Il est de plus à craindre qu'une acceptation de l'initiative entache la réputation de l'ensemble de l'économie suisse et que la fiabilité de la Suisse à l'étranger soit désormais remise en question. Pour résumer, cette initiative nuisible en termes d'emplois et de formation doit être catégoriquement rejetée !

Berne, 29 octobre 2009